

# Pour l'avenir des disciplines psychologiques

J.-L. Beauvois

Comme il apparaîtra, je n'ai pas écrit ce texte dans la perspective d'une "publication" universitaire mais pour me laisser porter par les humeurs qui sont les miennes depuis plusieurs années. D'où son mode de diffusion. J'ai néanmoins pesé mes arguments et j'ai sollicité quelque logique analytique. On trouvera peut-être facile que, me retirant d'une institution dans laquelle je n'ai jamais été défavorisé, j'en conteste les règles et les moeurs. Tant pis. Mes amis et mes étudiants savent que je défends depuis plus de vingt ans, et sans réel succès, les positions énoncées dans ce texte. Peut-être ai-je eu le tort de les défendre là où elles ne pouvaient être entendues.

L'institution "Psychologie" repose en France, au moins depuis le temps où je l'ai connue, au début des années 60, mais très probablement depuis l'implantation de la psychologie dans l'Université, sur *une certaine gestion* qui se réclame d'*une certaine illusion*. Cette gestion et cette illusion constituent aujourd'hui des entraves au développement de la plupart des disciplines psychologiques et à la qualité des pratiques professionnelles. Il est temps de faire le bilan qui s'impose et de tirer les conséquences de ce bilan.

## 1. L'ILLUSION, C'EST L'UNITÉ DE LA PSYCHOLOGIE.

Les instances françaises fédérées dans l'institution "Psychologie" prétendent rassembler dans l'unité des professionnels divers qui, de fait, exercent des métiers fondamentalement différents, concurrents et épistémologiquement hétérogènes.

On trouve en effet exerçant ces métiers *des littérateurs* dont la production se juge à sa beauté, à l'agrément qu'elle apporte, à la profondeur du regard dont elle témoigne. Peintres de la "nature humaine", ils nous en font découvrir des facettes insoupçonnées; leurs traits sont autant d'occasions d'émerveillement ou de déception. On trouve aussi *des travailleurs sociaux* dont l'action se juge aux utilités sociales qu'elle peut réaliser, mais qu'elle réalise à la faveur d'un travail sur des *valeurs* plutôt que sur des savoirs éprouvés. Pénétrés de psychologie commune, éventuellement enrichie de substantifs en *isme* et en *tion*, psychologie qu'on sait être par nature évaluative, mais aussi prosélytes d'une certaine vision idéalisée du monde et des gens, ces travailleurs sociaux se doivent d'agir à la réalisation des valeurs qu'impliquent psychologie commune et idéaux, là où ça coince, là où s'entend de la souffrance, du manque à vivre.

Littérateurs et travailleurs sociaux ne sont pas nés avec le siècle. Leur tradition passe (pour les premiers) par la philosophie et les lettres, mais aussi (pour les seconds) par l'antique pratique sociale où se rejoignent des personnages historiques aussi variés que les thérapeutes de l'ancienne méditerranée et les dames patronesses préoccupées, au XIXème siècle, par le sort douloureux des classes dangereuses et la moralisation des indigents. Le XXème siècle a vu se répandre trois autres variétés de psychologues n'ayant pas d'équivalents dans l'Histoire.

- D'abord, *les techniciens*. Préoccupés de mesure et de méthode, assez peu sensibles aux visions du monde et des gens diffusées par les littérateurs et par les travailleurs sociaux, plus pragmatiques que doctrinaires ou théoriciens, ils ont créé, en se fiant assez souvent à la statistique, des outils aux services des décideurs et évaluateurs sociaux, enseignants, médecins, industriels, militaires... Les tests sont leur oeuvre maîtresse, mais l'analyse de la valeur professionnelle, celles du travail et des emplois sont d'une tout aussi significative pesanteur sociale.

- *Les scientifiques* se sont déployés dans le même temps. Emules des sciences descriptives traditionnelles (valeurs épistémiques de prédictibilité, de généralité, de simplicité, d'élégance), ils ont accepté - comme l'avaient accepté les autres scientifiques - le soupçon permanent de réductionnisme, non dans le but de *comprendre* ou de *donner du sens*, ce que font de façon socialement acceptable les littérateurs et les travailleurs sociaux, mais pour *rendre compte*, avec les méthodes traditionnelles des sciences descriptives, de la détermination des événements psychologiques: affects, comportements, performances et jugements.

- Dans le sillon des scientifiques, essayent de se faire valoir quelques *ingénieurs*, en vérité assez rares chez nous. Ces nouveaux praticiens refusent toute allégeance aux visions du monde et des gens diffusées par les littérateurs et les travailleurs sociaux. Ils répugnent aussi à l'usage des techniques purement empiriques ou fondées sur la seule statistique. Ils prétendent appliquer à des fins utilitaires les théories et les méthodes de la psychologie scientifique. Acceptés assez volontiers dans l'aménagement du travail et l'ergonomie, ils ont plus de mal à se faire entendre là où ils entrent directement en concurrence avec les travailleurs sociaux autrement mieux implantés dans le champ de l'action sociale<sup>1</sup>.

Certes, tous ces professionnels, littérateurs, travailleurs sociaux, techniciens, scientifiques, ingénieurs, parlent ou prétendent parler des gens, de ce qu'ils font, de ce qu'ils phantasent ou de ce qu'ils supputent, sans oublier les stéréotypiques "racines biologiques" de tout cela. Cette idée

---

<sup>1</sup> encore que certains travailleurs sociaux ne répugnent pas à revendiquer l'idée d'ingénierie, oubliant que ce qui caractérise un ingénieur, c'est la validité scientifique des savoirs appliqués à la réalisation d'utilités sociales.

est assez fréquemment condensée dans certaines expressions communes: ainsi évoque t-on volontiers la "dimension psychologique de la personne", ou encore le "facteur humain". L'unité qu'on peut voir dans l'ensemble qu'ils constituent et que prétend incarner l'Institution Psychologie repose sur la valeur idéologique de l'ontème *Homme*. Tout se passe un peu, étant donné la disponibilité de l'idée de "Nature", comme si un peintre, un écologiste, un agriculteur, un chimiste, un géologue, un ingénieur agronome... parce qu'ils parlent tous de la dite nature, de ses structures, de ce qu'elle porte et de ce qu'elle produit, devaient être catégorisés de façon homogène et rassemblés dans une même institution sociale. Or, il ne viendrait à personne l'idée que tous ces praticiens, professionnels ou chercheurs doivent être formés au même moule, dans un cursus unique, pour la préparation d'un même métier générique garanti par l'idée excellente mais commode de "Nature", métier défendu par le même titre et le même code de déontologie. Peintre, agriculteur, géologue... ont des pratiques et des savoirs que le public sait bien trop hétérogènes.

Je prétends ici que le moment est venu qu'on puisse accepter la diversité et l'hétérogénéité des savoirs psychologiques, donc des "disciplines psychologiques", et a fortiori des pratiques psychologiques. Certes, l'*Homme* est un ontème plus sensible (et plus utile) dans ses implications idéologiques que celui de *Nature*. La pensée commune en est autrement plus imprégnée, qui distingue encore volontiers ce qui est "humain" de ce qui ne l'est pas. On peut s'effrayer d'avoir à envisager l'éclatement de cette représentation, de cette valeur magnifique pour les uns, de cet alibi surtout commode pour les autres. Mais nous savons bien qu'on ne déboulonne pas une illusion instituée comme celle de l'unité de la psychologie sans avoir à mener un véritable combat sur les plans épistémologique, institutionnel mais aussi idéologique.

## **2. LE CONTRAT ET SON ÉVOLUTION VERS UNE GESTION NOMEMKLATURISTE**

### **La gestion contractuelle du rapport masses/légitimité.**

Le modèle de gestion de "la discipline" que nous connaissons depuis des décennies tient dans une sorte de contrat entre *certaines* scientifiques (précisément les "expérimentalistes", devenus aujourd'hui "cognitivistes") et les "travailleurs sociaux" (notamment "cliniciens"), contrat aujourd'hui dramatiquement handicapant pour les uns et peut-être même pour les autres.

Revenons un moment aux années qui ont vu l'institutionnalisation de la psychologie universitaire. Le travail social n'a pas plus qu'aujourd'hui de légitimité universitaire reconnue en France. Un type professionnel participant de ce concept relève alors d'"Ecoles", comme c'est

le cas des assistantes sociales, des éducateurs... et même des psychanalystes. Or, c'est incontestablement ce type professionnel, sans doute parce qu'il est davantage ancré sur les valeurs de la psychologie commune, et parce qu'il se coule plus aisément dans les représentations sociales d'un rôle professionnel portées par la féminisation<sup>2</sup>, qui commence à attirer les étudiant(e)s vers la psychologie. Un projet de psychologie scientifique relève par contre excellemment de la légitimité universitaire à la française en tant qu'il peut donner lieu à l'enseignement de *disciplines* possiblement universelles, ancrées sur le développement des connaissances et sur l'activité de recherche. Malheureusement, on croit savoir alors que des départements qui n'ont à proposer comme "psychologie" que des disciplines scientifiques n'attireront sans doute pas nombre d'étudiants. Le devraient-ils d'ailleurs?

D'où le contrat: on s'associe. Puisque l'Homme est unique en son genre, nous aurons une maison commune et nous, les scientifiques, nous apporterons la légitimité qui nous permettra de gérer cette maison commune, éventuellement avec les techniciens (les ingénieurs ne sont encore que potentiels), et vous, les travailleurs sociaux, vous apporterez les masses que vous savez si bien séduire pour remplir nos amphis. Ainsi, grâce à nous, vous aurez un statut universitaire tout en pouvant poursuivre vos diverses activités, y compris rémunérées; grâce à vous, nous aurons des possibilités de développement universitaire (appréciées en termes de créations d'emploi, de crédits de fonctionnement et de recherche, de recrutement possible de doctorants...)<sup>3</sup>.

Tel fut le contrat. Il était le fait d'une réelle pensée stratégique. Il n'est pas exclu qu'il ait reposé sur un conception fausse du pouvoir universitaire (rien ne permet en effet d'avancer aujourd'hui que les masses d'étudiants sont ou même ont été une réelle source de pouvoir universitaire<sup>4</sup>). Mais quand bien même ce contrat eut-il reposé sur une conception à l'époque efficace, nous devons aujourd'hui en constater les évolutions perverses qui conduiront tôt ou tard à la marginalisation quand ce n'est pas au dépérissement de la plupart des disciplines et des pratiques psychologiques.

Je passerai ici sur les problèmes de climat. Ces problèmes rendent certes la vie universitaire quelquefois malcommode mais ils ne sont pas de ceux qui pervertissent en profondeur l'avenir. Depuis des lustres on entend des cliniciens non clairvoyants s'insurger contre le pouvoir des

---

<sup>2</sup>Valeurs de compassion, d'aide, d'expression...

<sup>3</sup> Je me souviens d'une époque où l'idée "scissioniste" était dans l'air et exprimée comme telle à l'AEPU (début des années 80). Cette idée avait ma sympathie et je la défendais avec une certaine véhémence. J'aurai toujours le souvenir de mon ami Rodolphe me traitant d'insensé (en termes autrement plus crus), me reprochant de vouloir scier la branche sur laquelle nous étions assis. Quelques collègues présents dans les couloirs de l'Institut de Psychologie renchérisaient, mais avec plus de componction.

<sup>4</sup> Une autre étant la valeur, la spécificité et le caractère incontournable des professionnels que nous produisons. Mais il faut encore y croire...

expérimentalistes, et on les voit se mobiliser contre ce pouvoir avec ce dont ils disposent eux-mêmes comme forces, mais depuis des lustres également on sait aussi, et d'autres cliniciens savent aussi, qu'il en sera longtemps ainsi dans l'ordre des choses fixé par le contrat. On ne peut prendre du pouvoir à l'université en étant absent 4 ou 5 jours par semaine. Or l'absence réputée des cliniciens (comme d'ailleurs la présence tout aussi réputée des "expérimentalistes") était bel et bien une donnée du contrat initial. Mais venons-en à des évolutions autrement plus graves. Je m'arrêterai d'abord à celles qui touchent à la gestion interne de nos disciplines.

### **La nomenclaturisation**

Lorsque j'ai eu connaissance de ce contrat (tout étudiant en a une conscience diffuse), les masses étaient déjà, et pour l'époque, quasiment des masses, mais les scientifiques n'étaient guère pour leur part qu'un noyau central sans périphérie très populeuse. On repérait aisément les quelques enseignants-chercheurs importants de "la discipline", ne serait-ce qu'à leur façon de brandir leur carte Snes-Sup et de porter sur leur coeur l'épinglette de l'unité de la psychologie<sup>5</sup>. C'est donc finalement un assez petit nombre d'"expérimentalistes" qui ont dû prendre l'habitude de "gérer" la discipline et de défendre ses intérêts, y compris en s'appuyant sur les instances syndicales. Au départ, parce qu'ils étaient réellement les seuls à pouvoir le faire sur les bases du contrat. Donc, en toute honnêteté, légitimes. Mais, avec le temps, les rangs des scientifiques et de leurs alliés techniciens ou ingénieurs ont grossi, quoique de façon probablement dysharmonieuse, j'y reviendrai. Pour ne prendre que l'exemple qui m'est le plus cher : la psychologie sociale expérimentale, faite elle aussi par des "scientifiques" tout aussi respectables que les "expérimentalistes", enseignée au début des années 60 dans 3 ou 4 universités (certains ont même cru qu'elle disparaîtrait après les événements de mai 68), est aujourd'hui présente dans la plupart des UFR ou départements de psychologie. Il était dès lors dans la nature des choses *institutionnelles* que ce petit nombre de collègues qui s'étaient trouvés initialement portés aux affaires, à l'époque, je répète : des "expérimentalistes" (au sens réducteur de "la psychologie générale expérimentale"), voyant se présenter de virtuelles cohortes sous l'enseigne de la légitimité, se mue en une *nomenclatura crispée sur ses avantages et gardienne de supposées vraies valeurs*. Aussi bien, le contrat s'est-il insensiblement modifié; il ne s'agit plus aujourd'hui d'un contrat qui confie la gestion de "la discipline" à une catégorie de psychologues (les

---

<sup>5</sup>Je ne peux ici que penser à mon Professeur Georges Noizet, et à son Maître Paul Fraisse, qui, l'un et l'autre, m'ont toujours gratifié de leur affection et pour qui je garde un respect sincère et profond (pour moi, le respect n'implique aucunement la connivence ou l'accord). Leur évocation permettra de bien comprendre ce qu'on avait sans doute déjà compris.

"scientifiques"); il implique un petit ensemble un peu flou de personnes qui se proclament les uns les autres responsables, éminentes, et donc compétentes.

Un certain nombre de traits caractérisent assez bien cette gestion nomenclaturiste. La plupart sont d'ailleurs le fait de toute nomenclatura.

- *l'absence de désordre apparent*; de fait, la discipline est minimalement mais effectivement gérée. Une nomenclatura est toujours validée par l'absence de désordre dans une unité plus ou moins illusoire. C'est ce que son environnement attend d'elle. Le maintien d'un certain ordre devient même la valeur primordiale quoiqu'implicite de référence, valeur qui exclut le remue-ménage que peuvent susciter des projets collectifs émergents. Ceci ne veut dire ni que tout le monde est content ni que l'ordre apparent ne cache aucun syndrome délétère. Il en cache.

- *un processus de cooptation*. Les renouvellements sont soumis (il y a nécessairement du turn-over dans une nomenclatura) au principe éternel de la *patte blanche*. C'est ainsi, par exemple, que le collège des scientifiques (je répète: des "expérimentalistes" mutés depuis en "cognitivistes") a toujours su se doter de quelques "bons" cliniciens (souvent médecins, souvent parisiens) pour faire valoir sa légitimité gestionnaire. Doit-on s'étonner si le pouvoir de ces "bons cliniciens" n'a qu'exceptionnellement eu l'assentiment de la majorité de leurs collègues? Il y a quelques temps, un quarteron de "bons cliniciens" ont voulu mobiliser leurs collègues pour parler de valorisation de la recherche clinique. Ils ont rassemblé une vingtaine de personnes. Parallèlement et quelque peu concurremment, de moins bons cliniciens lançaient une opération de même ambition; ils réunissaient près de 150 collègues. Cela n'a bien évidemment pas ému notre nomenclatura qui conserve toute sa confiance au quarteron. Ce qui est vrai pour la clinique l'est évidemment aussi pour les autres disciplines psychologiques. Certes, la cooptation peut se parer des apparences de la démocratie. On connaît la pratique consistant à faire élire son successeur parmi ses amis, par exemple à la présidence d'une association ("craignant qu'il n'y ait pas de candidat - ce qui en fait n'est *jamais* réellement un drame dans la vie associative -, j'ai sollicité X et Y. Après de longues hésitations, X a bien voulu accepter et je l'en remercie"...)

- *la disjonction des positions et des performances*. On rencontre en psychologie, comme dans toute corporation, des gens qui occupent des positions et des gens qui mènent des actions. Il est arrivé que certains puissent profiter d'une position pour engager des actions d'envergure. C'est qu'ils n'étaient pas de réels nomenclaturistes. Un nomenclaturiste ne profite pas d'une position pour lancer des actions et conduire des projets; c'est quasiment compromettant, dans ce temps qui n'est plus celui de la stratégie, mais celui de la politique

et de la gestion. Il s'y fait donc plutôt des amis qui le prieront à l'avenir d'assurer d'autres positions (malgré lui, peuchère!). Le symptôme de l'acceptation par nos pairs de ce fait typiquement nomenklaturiste apparaît de façon caricaturale lors de l'évaluation des personnels enseignants : le fait d'avoir occupé une position suffit pour garantir votre valeur indépendamment de ce que vous avez fait lorsque vous occupiez cette position. A propos d'un X ou d'un Y dont on dit "il a été Président de ceci ou de cela", demande t-on quels étaient ses objectifs et s'il les a atteints? Jamais.

- la validation de l'éminence dans l'implicite. Quand mes jeunes collègues pensent à X. ou à Y., des éminents ou postulants qui circulent sur les arcs centraux ou périphériques du graphe nomenklaturiste, ils leur attribuent des dossiers personnels suffisamment faramineux pour qu'ils en viennent à prendre la mesure de leur propre insignifiance. A leurs yeux X et Y doivent avoir dirigé des quantités de thèses, produit des cohortes de Maîtres de Conférences, voire de professeurs, publié des articles importants dans de prestigieuses revues internationales, inventé des diplômes innovateurs, piloté des structures universitaires de gros calibre... La seule chose qu'on puisse dire à ces jeunes collègues, c'est qu'on n'en sait rien, la performance professionnelle n'étant pas la patte blanche dont je parlais précédemment. Un nomenklaturiste n'est pas un technocrate : c'est un bureaucrate. Une nomenklatura coopte sur des valeurs, sur des savoir-faire, sur une certaine compoction dans le psittacisme, sur une forme adaptée de bcbgisme, mais certainement pas sur des performances. Celles-ci ne sont que présumées, jamais demandées ou avancées. Ils sont quelques-uns, j'en connais, capables d'occuper leur vie à gérer "la discipline" tout en sachant aussi professionnellement performer. Ce n'est pas donné à un nomenklaturiste moyen. Je suis tombé, une ou deux fois, sur le dossier d'un X ou d'un Y et j'avoue ne pas y avoir trouvé de quoi réellement impressionner nos jeunes collègues.

- la cirrhose des instances supposées représentatives, y compris syndicales. On est fier d'avoir eu des masses d'étudiants devenues, on le suppose, des masses de professionnels. Cette fierté ne peut hélas que s'écrabouiller lorsqu'on prend connaissance des difficultés de nos instances et, notamment, de notre PSFP (Pauvre Société Française de Psychologie). Celle-ci compte bon an mal an un millier environ de sociétaires. C'est dérisoire, c'est lamentable et c'est même probablement disqualifiant. Une personne éminente de ce qui était à l'époque notre Ministère de l'Education Nationale (à ce que je sache, elle est toujours éminente) s'étonnait en apprenant que notre PSFP ne rassemblait que si peu de bien chers collègues. Pensez au building de l'APA à Washington D.C., puis à ce qu'étaient les deux bureaux miteux de la PSFP, rue Serpente... et vous comprendrez pourquoi la mondialisation de nos pratiques de recherche ne repose pas sur des standards

scientifiques mais sur des standards américains. Mais comment voulez-vous que nos masses puissent s'intéresser à une société connue de longue date comme étant au moins une fois sur deux aux mains d'une nomenklatura qui représente ce qu'elles ont essayé d'éviter durant leurs chères études?

- Son déficit de légitimité conduit la nomenklatura à *peser sur l'extérieur par des stratégies individuelles d'influence*. Ses membres sont mieux placés que d'autres dans ce type de fonctionnement institutionnel puisqu'ils ont occupé des fonctions d'interface. Le mal être démocratique exclut en effet toute possibilité de représentation légitime susceptible de peser, par exemple, dans les ministères. Les décisions administratives intéressant la communauté des psychologues (habilitations de diplômes ou d'équipes, nominations au CNU, lancement d'appels d'offres...), n'étant soumise à aucune crainte de mobilisation professionnelle, sont ainsi le fait ou d'experts dont le choix est à la seule discrétion du politique (ils peuvent quelquefois être bons) ou de démarches individuelles rendues possibles ou par les affinités, ou par les proximités institutionnelles, ou par des contacts officiels antérieurs, quand ce n'est pas par les aléas des rencontres urbaines. Ainsi a-t-on appris (cela se sait toujours) qu'une ou deux personnes (au demeurant parfaitement éminentes, compétentes et dévouées) avaient pu influencer la désignation des collègues nommés en 1999 à la 16ème section du CNU (le bureau de la section n'ayant pas été lui-même consulté). Le résultat est une liste surréaliste de nominations au sens propre du terme, à ce point décrochée de la réalité universitaire qu'on se demande comment les dossiers peuvent trouver des lecteurs compétents lorsqu'ils en trouvent.

- la *recherche de légitimités externes*. Dans la mesure où la nomenklatura s'est trouvée peu à peu coupée de ce qu'elle pense être ses bases, c'est hors de la discipline qu'elle va devoir chercher sa légitimité. Je n'arrive pas à voir d'autre raison institutionnelle<sup>6</sup> que celle-là à ce qui m'a toujours paru relever d'une tendance suicidaire de nos élites, je veux dire leur propension aux recherches plus ou moins efficaces d'alliances dévorantes. Jeune clinicien, je n'arrivais pas à comprendre pourquoi nos édiles parisiens aimaient tant à s'acoquiner à l'institution médicale. Aujourd'hui, pratiquant la psychologie sociale expérimentale, j'ai tout autant de mal à comprendre ce qui les pousse vers les neurosciences, au risque connu de voir la psychologie cognitive elle-même se frelater ou s'étioler, alors que nous savons autrement plus de choses sur ce dont notre travail nous demande de parler que n'en saurons *jamais* les neuroscientifiques réunis qui ont bien d'autres chats à fouetter. Soumission à une conception archaïque de l'autorité scientifique (un matérialisme doxologique)? Peut-être. Salivation devant les miettes du

---

<sup>6</sup> je ne parle pas ici des raisons idéologiques qui sont évidentes...

pactole libéral? Probablement. Mais je vois aussi là le souci de notre nomenklatura de se poser en relai avisé et incontournable entre une légitimité *socialement* désignée comme telle (autrefois et encore récemment: les médecins; aujourd'hui: les neurosciences) et ceux qu'elle est supposée conduire à bon port. Ce faisant, on vend la spécificité et la vertu de nos disciplines, en tout cas leur innocence idéologique.

Le concept de nomenklatura est incontestablement utile pour rendre compte d'un mode de gestion mais, je le reconnais, il est empiriquement assez fluide<sup>7</sup>. On peut évidemment penser, à un moment donné, à des X ou Y précis lorsqu'on avance des propos comme ceux que je viens d'avancer. Je tiens d'ailleurs à dire que je ne nourris à leur égard aucune agressivité personnelle. Certains sont même des amis et j'espère qu'ils pardonneront mes humeurs et analyses. La nomenklatura n'a en vérité jamais été en mesure de me faire personnellement du tort, en tout cas de m'en faire longtemps. Il importe peu de savoir si les gens en place dans la nomenklatura sont des gens biens ou ne sont que des moins que rien. Il ne s'agit pas de demander la place pour d'autres que nous jugerions meilleurs. Ce qu'il faut mettre en cause, c'est un contrat justifié par une illusion, contrat qui a peu à peu évolué vers une gestion nomenklaturiste de nos disciplines.

Passons maintenant à d'autres conséquences morbides de l'évolution de ce contrat. Ce sont ces conséquences-là qui devraient conduire à refuser désormais ce type de gestion.

### **3. LES CONSEQUENCES DU CONTRAT SUR LES DISCIPLINES ET LES PRATIQUES PSYCHOLOGIQUES**

Je ne m'arrêterai ici que sur les trois principales.

#### **l'appauvrissement scientifique et professionnel des masses de psychologues**

Venue aux affaires, la nomenklatura a, comme il se doit, défendu ses propres valeurs, et notamment ses valeurs scientistes. Elle peut prétendre avoir somme toute assez bien réussi en la matière. La recherche française en psychologie scientifique est loin d'être marginale et sa production n'est en rien déshonorante. C'est ce que montre une assez récente étude sur l'impact international de la France dans quelques disciplines scientifiques, étude restituée dans "La Recherche", et qui place la psychologie française au troisième

---

<sup>7</sup>Une nomenklatura n'est ni un club, ni même un clan qui se définit toujours par rapport à d'autres clans. Il n'y a ni liste d'adhérents, ni parrains, ni liens formels de vassalité. On se reconnaît, on ne montre pas sa carte ou ses protecteurs. Cette reconnaissance peut-être un peu floue. Certains ont réussi à s'imposer à la nomenklatura s'en y être réellement admis; d'autres croient en faire partie qui ne sont que de dérisoires faire-valoir.

rang mondial, rang que ne peuvent qu'envier des disciplines mieux reconnues. La gestion nomenclaturiste a donc, au moins, permis à *une élite de performer*. Mais cette performance ne garantit personne quant à la compétence et à la légitimité dans la gestion nationale des disciplines psychologiques. C'est, pour un scientifique et un universitaire comme moi, difficile à reconnaître, mais des préoccupations de chercheurs ne sont pas suffisantes lorsqu'il s'agit de gérer un ensemble de disciplines hétérogènes dans lesquelles 80% des professionnels sont des praticiens, et des praticiens qui relèvent (encore ?) du concept de travail social.

Il s'en faut en effet de beaucoup pour que tous les psychologues aient intellectuellement et moralement bénéficié de la montée en puissance (et en valeur) de ces élites restreintes. Le contrat prévoyait que les masses resteraient des masses remplissant les amphes. Que peut-on pour les masses? Est-il seulement intéressant de s'évertuer à les élever et les nourrir quand on peut se limiter à les parquer et à leur donner à bouffer?

La psychologie professionnelle française est de fait d'une pauvreté intellectuelle affligeante et peut-être même déshonorante dans le pays qui revendique Les Lumières. On ne dit pas ces choses-là, je sais bien. D'abord parce qu'elles devraient inciter à mettre en cause notre enseignement et, surtout, nos recrutements (s'il s'agit de donner à bouffer aux masses, notre candidat local fera parfaitement l'affaire); ensuite parce qu'on imagine les levées de boucliers dans les rangs que ceux qui veulent à tout prix que nous soyons tous parfaitement bons et généreux. Pourtant, je ne crache pas ici mon venin. Cette pauvreté apparaît de fait à divers indices qui conduisent à mon diagnostic<sup>8</sup>:

- la concurrence permanente d'autres variétés de professionnels que les employeurs trouvent tout aussi efficaces et/ou plus respectables : diplômés d'écoles de commerce (moins inquiétants sur le plan idéologique), médecins (qui eux, au moins, "signent-des-feuilles"), ingénieurs (qui ont les pieds sur terre), assistantes sociales (moins chères)... Comment cela serait-il tout simplement *possible* si nos pratiques reposaient réellement sur des savoirs acquis et portés par des disciplines *comme cela se devrait*? Justement:

- une conception de la pratique de type travail social ancrant davantage celle-ci sur le sens commun épicé de valeurs (amener à plus de responsabilité, à plus d'autonomie...) et/ou d'attitudes ("savoir être à l'écoute", "savoir établir la

---

<sup>8</sup>Il va de soi que je parle ici des "masses". Je connais des psychologues praticiens qui s'attachent à renouveler leurs pratiques et qui se forment à cette fin, par leurs lectures et même par l'organisation de sessions de formation. Certains d'entre eux m'ont quelquefois invités. Je ne peux que leur tirer mon chapeau. Les propos qui suivent ne sont pas pour eux. Ils portent sur un système de gestion des masses qui, bien évidemment ne peut rien contre la volonté de certains psychologues de maintenir un niveau exigeant de pratique professionnelle.

relation"...)) que sur des *savoirs spécifiques* acquis à l'Université. Je prétends ici que toute pratique sociale qui ne peut afficher qu'une formation (5 années) à l'exercice de compétences par ailleurs socialement partagées (par les mamans, par les bons copains, par les prêtres, par les bons flics, par les infirmières... relayés efficacement par 36000 variétés de bénévoles et d'ambassadeurs d'aménité...) ne peut envisager un avenir professionnel valorisant. Inutile de se faire du mal, mais quand même: on forme aujourd'hui des "écouteurs" en quelques jours. Ils coûtent moins chers que nos psychologues et vont prendre des petits boulots sur lesquels nos diplômés titrés s'étaient rabattus.

- un lectorat anémié. Impliqué dans la direction de revues et de collections d'ouvrages, j'en sais malheureusement quelque chose. Si les masses de psychologues lisaient une littérature spécialisée pour se tenir au courant, littérature supposée nécessaire à l'exercice professionnel, cela se verrait au niveau des abonnements et des ventes d'ouvrages. Sans doute lisent-ils quelquefois. Mais il doit s'agir de ces livres ou bien "grand public", ou bien, précisément, pour "travailleurs sociaux", dont le niveau scientifique ne justifie pas cinq années d'études supérieures. C'est d'ailleurs ces livres là qu'exhibent les libraires, tout simplement parce qu'ils n'intéressent pas que nos psychologues. Que se passera t-il lorsque, le public des collègues et étudiants français ne suffisant plus, les seules publications scientifiques et professionnelles de bonne tenue seront en anglais? Quel psychologue clinicien lira alors le *Journal of Consulting and Clinical Psychology* ou le *Journal of Therapy Research* qu'il ne lit évidemment pas davantage aujourd'hui qu'il ne lit *Psychologie et Psychométrie*?

- l'échec de la plupart des tentatives de formation continue émanant d'instances garanties, comme, par exemple, de l'Université ou de la Société Française de Psychologie (quelques tentatives sporadiques ou très locales n'ont pas eu grand succès).

- la sensibilité de nos professionnels aux gadgets idéologico-culturels. Combien de psychologues titrés font aujourd'hui de la graphologie, de la gestalt, de la bio-énergie, de la programmation neurolinguistique...?<sup>9</sup>

- le caractère stéréotypé et donc peu évolutif des techniques et méthodes utilisées par les professionnels. Imaginez que je

---

<sup>9</sup> Une carte de visite déposée dans ma boîte aux lettres: "J. Z., psychologue diplômée. A poursuivi sa formation aux Etats-Unis. Séances collectives de redynamisation fondées en gestalt et en bio-énergie. Bilans individuels et aide au dépassement de soi. Recrutement, analyses graphologiques". J'en ai vu d'autres, dans lesquelles des psychologues *diplômés et titrés* vendent des sessions de méditation, de "relaxation bio-dynamique", de "démultiplication des potentialités internes" ... J'espère, au moins, qu'ils n'y croient pas; mais je crains qu'ils en viennent à y croire.

retourne demain pratiquer des entretiens psychologiques en dispensaire et que j'ai toujours mon aptitude à l'écoute et à l'établissement de la relation qui, c'est bien connu, ne s'envérine pas avec la vie qui passe. Serais-je dépassé, avec mon Rorschach, mon TAT, mon MMPI, mon Wechsler, mon VRT de Benton, mon D.48, mon Binois-Pichot... que j'utilisais à la fin des années 60? Combien de psychosociologues savent proposer, lorsqu'une organisation leur fait une demande, autre chose qu'une "petite-série-d'entretiens" qui seront "thématiquement-analysés" (comme l'enseignaient, certes remarquablement, mais à la fin des années 50, Maisonneuve et Margot-Duclos)

- des DESS où l'on repart à zéro. Je pense en particulier à ces DESS de psychologie du travail que pourrait suivre sans handicap majeur n'importe quel étudiant non issu de la maîtrise de psychologie, à condition (et encore...) qu'il accepte quatre (cinq ?) lectures pour sa "mise à niveau". D'ailleurs, j'ai souvent entendu mes propres étudiants dire, à l'entrée d'un DESS, qu'enfin ils allaient pouvoir tout oublier, jeter leurs cours et vendre leurs livres de premier et deuxième cycle! Les propositions de vente affichées sur les murs de nos universités ne trompent pas.

- la ghettoïsation des tendances plus dures. Le sort fait, par exemple, dans les universités françaises et dans la clinique française, aux thérapies cognitives et comportementales est tout simplement scandaleux. Il est vrai qu'elles appellent, lorsqu'elles sont pratiquées par de vrais spécialistes, un type de cliniciens qui essaient de lire quelquefois en anglais et qui ne sautent pas systématiquement par dessus les "tableaux-plein-de-chiffres"<sup>10</sup>.

- un titre de psychologue à la fois dramatiquement minimal et institutionnellement handicapant. Il m'est douloureux d'écrire cela après le décès de Rodolphe. Mais il connaissait mes positions sur cette question et nous avions eu en la matière des mots peu amènes (ce qui n'a jamais été, entre nous, un obstacle à l'amitié). Le titre de psychologue est institutionnellement *handicapant* dans la mesure où il entrave la création de nouveaux diplômes que pourraient porter nos disciplines et bloque des projets d'alliance qui pourraient nous amener de l'air frais, avec des sociologues, des ingénieurs, des gestionnaires, des biologistes, des informaticiens... Il est *minimal* sur au moins trois plans: 1) il n'est réellement adapté qu'aux esplanades de la professionnalité psychologique, celles que balisent nos DESS traditionnels de psychologie clinique et de psychologie du

---

<sup>10</sup> Ce sont d'ailleurs des médecins qui tôt ou tard vont imposer ces thérapies à nos psychologues. Elles se pratiquent d'ailleurs, la demande étant ce qu'elle est, dans les cabinets et les institutions, sans toujours mobiliser les compétences qu'elles requièrent.

travail<sup>11</sup>; 2) ses exigences sont *les plus faibles* que nous pouvions envisager (le seul suivi de cinq années d'études universitaires! aux Etats-Unis le titre de psychologue requiert un Ph-d et un examen sur table récapitulatif); 3) aucune requalification n'est imposée: on est psychologue comme on sait faire du vélo, à vie, et on le reste même lorsqu'on est devenu obsolète, fou, sectateur, ou, tout simplement, marchand de soupe. Je me souviens avoir précisément évoqué cela avec Rodolphe, à l'époque où il pensait au titre et demandait des avis, notamment à ses amis. La discussion n'a pas été très longue : je défendais l'idée qu'il jugeait impossible d'une requalification tous les 7-8 ans impliquant un parcours de formations continues choisies sur liste et la production d'un article professionnel (je ne dis pas: scientifique). Je voyais d'ailleurs là l'opportunité de créer en France deux ou trois vraies revues professionnelles qui nous font tant défaut et dont l'absence fait le lit des feuilles de chou vulgaires.

La gestion nomenklaruriste a, au fil des années, défendu les intérêts d'un groupe de personnes; composées pour l'essentiel de collègues se vivant comme des chercheurs, et même souvent comme des chercheurs engagés dans les voies chics de la recherche, les nomenklaturas n'ont pas défendu les intérêts intellectuels et moraux des masses fournissant les cohortes d'étudiants puis de professionnels. Il suffisait à leurs membres de recruter des doctorants. Elles n'avaient pas les postures intellectuelles et professionnelles le permettant, ne sachant se doter à l'occasion que de quelques comparses choisis au mieux pour leurs travaux, mais au pire sur la base d'une certaine conception de la respectabilité; jamais choisis à l'aune d'une analyse correcte de ce qu'est la valeur professionnelle dans nos professions et activités (qu'on me cite un texte diffusé par nos instances dans lequel cette valeur est *analysée* - je ne dis pas : proclamée!). Nos études professionnelles restent ainsi sans standards énonçables et publiquement défendables. Qui peut dire à un fonctionnaire du Ministère et à d'éventuels employeurs ce que *doit* nécessairement savoir et a fortiori savoir faire *aujourd'hui*, en 2001 un psychologue du travail ? un psychologue clinicien ? un psychologue de l'éducation ? Ferait-on injure aux médecins, aux architectes, aux notaires... en posant cette question? Les études professionnelles sont conçues au gré de lubies dogmatiques locales quand elles ne sont pas le résultat de carcagneries entre collègues; mais elles sont validées nationalement et pour le public par un titre qui ne peut être, du coup, que piteusement minimal. Les intérêts matériels des professionnels passaient certes par un titre exigeant un niveau d'études socialement positionné, donc rémunéré; leurs intérêts intellectuels et moraux passaient nécessairement

---

<sup>11</sup> Quel DESS réellement qualifiant doit faire un maître en psychologie désireux d'une part de travailler dans la publicité pour y appliquer des théories psychologiques et d'autre part d'avoir le titre de psychologue auquel il a droit?

aussi par une garantie quant à leurs compétences, leurs savoirs, et l'entretien de ces compétences et savoirs. Ceci a été laissé à l'initiative individuelle.

### **une hégémonie surréaliste**

Le cercle initial des "scientifiques" croyait avoir besoin des masses pour asseoir son pouvoir universitaire même s'il n'avait pas les aptitudes nécessaires à leur promotion sociale et intellectuelle. Evoluant vers une nomenclature principalement constituée d'expérimentalistes mutés en cognitivistes, il ne pouvait non plus veiller, sauf à les assimiler (ce qui fut dramatique pour elles), à la défense des intérêts des autres disciplines psychologiques en tant qu'elles doivent produire des connaissances spécifiques pour justifier de leur statut de disciplines universitaires. Soit par manque d'imagination épistémologique, ce qui n'est que grave, soit par crainte de voir venir des concurrents au titre de la légitimité, ce qui est pervers. On voit aujourd'hui de cela le triste résultat: en tant que discipline, la psychologie expérimentale cognitive ne se porte pas mal en France. Et c'est sincèrement que je dis: tant mieux! Dans le même bateau, la psychophysiologie tire assez bien son épingle du jeu. La psychanalyse campe aussi sur des bases qui restent encore assez fermes. Ce sont là les pôles marqués des deux composantes du contrat. Les autres disciplines psychologiques sont par contre aujourd'hui dans un état assez déplorable<sup>12</sup>. C'est vrai de la psychologie développementale, de la psychologie différentielle, de la neuropsychologie clinique, disciplines qui portaient encore, il y a quelques 20-25 ans d'assez sérieuses espérances. C'est vrai aussi de la psychologie comparée, concept lumineux qui n'a jamais pénétré le tissu français; c'est vrai encore de la psychologie expérimentale et quantitative de la personnalité, inexistante chez nous, seules quelques modes venant susciter des feux de paille (locus of control, coping...)<sup>13</sup>. C'est vrai enfin et peut-être surtout de toutes ces disciplines appliquées, pourtant porteuses d'emplois (mais attention au titre!), qui sont laissées à l'abandon: psychologie de l'environnement, psychologie économique, psychologie de la justice, psychologie des influences commerciales...<sup>14</sup> Mais

---

<sup>12</sup> Et la volonté de les voir surreprésentées au CNU, une instance faite pour gérer les *carrières des enseignants*, ne reflète guère qu'une expression dérisoire de ce qui devrait être de la culpabilité.

<sup>13</sup>Seule la psychologie sociale expérimentale semble avoir eu un développement somme toute satisfaisant. Mais, autant le dire, la nomenclature n'y est pour rien. Strictement pour rien. On serait tenté de dire : au contraire. Etant moi-même très impliqué dans ce développement, je m'abstiendrai ici de tout commentaire.

<sup>14</sup> Seule, dans ce registre, l'ergonomie a un statut acceptable en France, et pour cause... c'est encore aujourd'hui le principal débouché de la psychologie cognitive! Les autres disciplines appliquées, ou sont marginalisées (on trouvera toujours un chercheur, peut être même une équipe, pour dire que j'exagère), ou sont réellement inexistantes. La montée en puissance de ces disciplines pourrait permettre d'orienter un étudiant sur deux parmi ceux qui dériveront, souvent par défaut, vers "la clinique".

c'est en matière de psychologie clinique, discipline qui pose des problèmes particuliers, non parce qu'elle est moribonde, elle ne l'est pas, mais parce qu'elle est institutionnellement invertébrée (sauf à admettre qu'elle ne se ramène qu'à la psychanalyse), que la nomenclature a donné les signes les plus notoires de son incurie<sup>15</sup>. Je ne crache pas ici mon venin. Ce que j'avance concernant ces disciplines saccagées apparaît aux indices suivants:

- leur faible pénétration universitaire;
- leur manque de pénétration sur le terrain professionnel (économie et commerce, justice, environnement, problèmes urbains, analyse sensorielle...) où nous laissons à d'autres le soin de "faire (sans titre!) de la psychologie" et même, il faut que nos étudiants sachent cela, le soin d'appliquer les théories et les méthodes de la psychologie scientifique (les deux dernières personnes qui m'ont contacté pour avoir des références françaises sur la théorie de l'intégration de l'information et sur la théorie de l'action raisonnée sont des marketeurs, non des psychologues);
- l'absence de revues françaises de bon niveau permettant la communication des recherches<sup>16</sup>; l'absence, dans les bibliothèques, des revues étrangères (j'aimerais bien savoir

---

<sup>15</sup>Il fut un temps où les "bons" cliniciens, cooptés par les "scientifiques" pour dîner en ville, étaient des médecins psychanalystes. C'est donc à des psychanalystes, si possibles médecins, que furent initialement ouvertes les portes des départements de psychologie. Certains d'entre eux ont "joué le jeu" et se sont attachés à diriger des recherches non strictement psychanalytiques, dont les compte-rendus pouvaient impliquer quelques chiffres... Mais cela ne pouvait mener très loin, la psychanalyse relevant d'un dispositif de production des connaissances hautement spécifique (mon ami Roland Gori parlerait de la preuve par la parole) et les psychanalystes ayant mieux à faire qu'à jouer aux petits scientifiques régaland la nomenclature psychologique. Les meilleurs sont donc retournés à leur base - qui est la cure - mais n'ont pas pour autant ouvert les portes à d'autres variétés de cliniciens. Il faut bien reconnaître que tout cela ne pouvait donner lieu qu'à une ample tromperie formative, la psychanalyse, sauf à se transformer en savon culturel, n'ayant pas vocation à la formation des masses. Que faire de ces masses? La nomenclature a alors récemment essayé de pousser d'autres variétés de cliniciens, voire d'autres variétés de psychanalystes-médecins - ce qui est tout de même un comble, mais la respectabilité nomenclaturiste reste une valeur indéboulonnable-, cela sans promouvoir de réelle doctrine, reconnaissant ses séides sur un mode opportuniste, à leur bonne tête, au fait qu'ils parlent anglais ou qu'ils utilisent des chiffres, à moins que ce ne soit au fait qu'ils crachent sur les autres psychanalystes ou qu'ils soient accessibles en communication locale... Le résultat, encore, est là: on pousse quelques êtres, plutôt qu'une doctrine, et les alternatives à la psychanalyse n'existent pas de façon consistante dans la psychologie clinique *universitaire* française. La clinique comportementale et cognitive n'est structurée que dans un cadre associatif, les étudiants de psychologie en étant le plus souvent privés à l'Université. Certes, les psychanalystes ne sont pas innocents. Mais il est paradoxal de voir que là où le cercle des "scientifiques" aurait pu pousser les siens, il s'est avéré incapable de le faire, bien trop fidèle qu'il était et qu'il est encore à de vieilles images de respectabilité trouvant leurs sources dans l'univers médical.

<sup>16</sup>Les revues de psychologie appliquée d'expression française sont souvent le refuge de collègues n'arrivant pas à publier ou prendre des positions dans les autres

combien de départements de psychologie ont demandé à ce que des revues comme *Economical Behavior*, *The Journal of Advertising Research*, *Law and Human Behavior* ..., par exemple, soient à la disposition de leurs étudiants; il suffit pourtant de les feuilleter pour se rendre compte que les théories psychologiques y sont très sollicitées).

- l'absence de colloques ou de congrès significatifs: pourrait-on en France, dans le pays d'Albou et de Kapferer, organiser aujourd'hui un colloque sérieux de psychologie économique ou de psychologie commerciale?

- l'isolement (voire le splendide isolement) des quelques psychologues qui se sont lancés dans certaines voies innocupées et qui y ont réussi.

- les difficultés qu'il y a à recruter, lorsqu'on le souhaite, des collègues compétents.

Toujours est-il que si on fait un bilan de quelques décennies de gestion nomenclaturiste du contrat initial, on doit conclure que si cette gestion a eu tendance à se faire au profit d'une discipline, la psychologie expérimentale cognitive, et de ceux qu'elle pouvait au mieux: rassembler, au pire: pervertir, ou encore de ceux qui trouvèrent un moment utile à leurs intérêts de suivre son sillage, elle s'est faite aussi dans la désolation de nombreuses autres disciplines psychologiques, y compris de la psychologie clinique qui, d'un point de vue métathéorique, n'est toujours rien, dans le paysage universitaire français, hors de son ancrage dans la psychanalyse (ce que déplorent d'ailleurs des psychanalystes clairvoyants). Il n'y a pas là, en vérité, de quoi être fier et de quoi se pavaner en disant: j'ai été Président de ceci ou cela... L'hégémonie d'une tendance s'est traduite par une désertification dans son environnement disciplinaire. C'est qu'on ne peut soumettre un ensemble de disciplines et de pratiques à quelques modes, voire à quelque *Zeitgeist*, sans que celles-ci y perdent leur âme, leur ancrage dans les réalités sociales qui appellent des pratiques nouvelles<sup>17</sup> et finalement leur raison d'être.

---

<sup>17</sup>Qu'on me permette à ce propos l'évocation de ce souvenir: je défendais un jour l'idée d'un diplôme *pour étudiants de psychologie* finalisé sur l'analyse sensorielle. Cette pratique mobilise des compétences dont les fondements sont entièrement situés dans les sciences psychologiques (apprentissage verbal, apprentissage sensoriel, psychophysique et psychologie du jugement...) Il y a là un vrai gisement d'emplois pour psychologues, l'analyse sensorielle étant en plein développement et jusqu'à présent pratiquée par d'autres, par définition moins compétents. Je m'entendis rétorquer que, nonobstant mon penchant pour le bon vin, les études de psychologie ne pouvaient prendre en charge de telles finalités professionnelles qui ne passent pas par nos DESS! Un tel propos, tenu par une personne ayant fait de l'excellente recherche mais par ailleurs de qualité quasiment nomenclaturiste, denote à la fois une méconnaissance des réalités sociales porteuses d'emplois futurs et un attachement pervers aux formules en place. Je n'en dis pas plus, cet échange ayant eu lieu devant témoins. Je suis par contre heureux de faire savoir qu'une licence professionnelle

## **une absence disqualifiante dans la communication sociale**

Tous les ans, prenant contact avec mes étudiants de première année de DEUG, je dois constater leur méconnaissance absolue de ce que sont les disciplines psychologiques et de ce qui les attend. Si ceux qui connaissent le nom de Freud sont encore assez nombreux, une très étroite minorité seulement d'entre eux ont une connaissance utile de la psychanalyse. Ce constat, nous le faisons tous, et probablement depuis que nous enseignons. Je me souviens de mon propre sentiment d'étrangeté lorsque, débarqué dans les amphis de psycho d'Aix-en-Provence, je fus d'emblée confronté au cours de Georges Noizet. Et pourtant, issu de l'Ecole Normale d'Instituteurs, j'avais au moins entendu prononcer les noms de Piaget et de Claparède! Il faudra bien un jour cesser d'attribuer cette méconnaissance aux conservatisme des enseignants de philosophie et à la futilité des médias. Ceux-ci sont ce qu'ils sont, et nous devons bien les prendre comme tels<sup>18</sup>. La responsabilité incombe à chacun d'entre nous et, d'abord, à nos instances. D'autant plus que cette méconnaissance des lycéens n'est que le symptôme de celle du corps social. Oublions l'Education Nationale et ne regardons que le débat médiatique.

- Ou nous sommes, tout simplement, absents. Fut un temps, je dressais la liste des émissions où nos supposées compétences auraient dû imposer la présence de l'un d'entre nous et où nous brillions pourtant par notre absence. J'ai égaré cette liste. Je me souviens qu'il y était question de recrutement, de témoignage en justice, de publicité, de délinquance, d'éducation spécialisée, d'aménagement du travail... Lève-tôt, j'ai longtemps écouté les rubriques scientifiques de nos radios sans jamais entendre évoquer les disciplines psychologiques. Comment voulez-vous, dans ce contexte, que les professionnels que nous essayons de former se vendent, sauf à essayer de reproduire le discours ambiant et ainsi perdre leur spécificité disciplinaire? Or, ayant essayé de vendre ma discipline - la psychologie sociale expérimentale - dans des lieux divers (maisons des jeunes et de la culture, entreprises, écoles de management, cercles philosophiques, forums, institutions scolaires...) où je devais parler de thèmes eux-mêmes divers (l'obéissance, l'engagement, l'agression, les discriminations, les jugements sociaux...), je peux sans forfanterie démesurée affirmer qu'elle peut tout autant passionner les publics que les vues lénifiantes de la presse chic ou des radios culturelles.

- Ou, ce qui est plus grave encore, les psychologues qu'on invite sont précisément de ceux qui ne savent tenir de

---

d'analyse sensorielle est enfin organisée à Aix-en-Provence, par le département de psychologie.

<sup>18</sup>Certains journalistes se démènent d'ailleurs pour sortir de bons papiers ou bâtir de bonnes émissions sans trouver du répondant dans nos rangs.

discours que bâti, non sur les savoirs les plus éprouvés des disciplines psychologiques, mais sur des attitudes et des valeurs en pleine connivence avec les intuitions communes. Souvenons-nous de cette émission sur la délinquance où l'un d'entre nous s'était fait proprement ramasser par un commissaire de police bourru. Négligeant de parler des recherches de Philips ou de Berkowitz sur le modelage *qui intéressent tous ceux à qui l'on en parle*, il n'avait su dire avec consistance qu'une chose, c'est qu'il fallait essayer de comprendre pourquoi les délinquants étaient devenus des délinquants! Je sais, on pourra m'objecter une ou deux émissions dans lesquelles nous fûmes représentés par une personne parfaitement idoine (par ex. par Jacques-Philippe Leyens dans un débat télévisé sur l'obéissance). Mais que peut une parole, qui plus est terriblement étrange, lorsqu'elle est émise dans un désert et, dans ce désert, soumise au dénigrement de maîtres à penser comme Georges de Caunes ou Jean-François Khan? Jacques-Philippe doit s'en souvenir.

Cet échec des nomenklaturas dans la promotion sociale de nos disciplines auprès du public me paraît aussi grave que les deux échecs précédents. Tant que le public n'aura pas connaissance du fait qu'il existe des *disciplines psychologiques* (et pas seulement des psychologues qui remplacent les mamans ou les bons copains), disciplines faites de savoirs utiles détenus par des professionnels qui ont une formation théorique que les autres n'ont pas, nos étudiants n'auront pour avenir que celui que leur procurent des DESS qui les préparent à une forme de travail social. Ce n'est pas une maladie à proprement parler honteuse, encore qu'on puisse trouver plus d'attraits à la militance.

#### 4. QUE FAIRE?

Nous devons donc<sup>19</sup>, en ce début de siècle, dresser le constat d'un triple échec des nomenklaturas qui se sont succédées à la gestion des disciplines psychologiques, triple échec que ne peut plus cacher la performance réelle (quelquefois admirable) de quelques laboratoires ou de quelques équipes.

- échec quant à la qualification de nos professionnels;
- échec quant au développement de nombreuses disciplines psychologiques;
- échec en matière de communication sociale.

Professionnels, enseignants, chercheurs, les "psychologues" répertoriés représentent plusieurs milliers de personnes. La nomenklatura actuelle représente, au mieux, une trentaine de personnes. Il est d'ailleurs probable qu'elle inclut des collègues clairvoyants - car ces gens-là ne sont pas cons - qui en sont venus au même constat que moi.

---

<sup>19</sup> on excusera ma rhétorique consistant à parler comme si j'étais encore impliqué alors que je ne le suis plus.

Ayant décidé de passer à autre chose et n'étant en conséquence candidat à aucune fonction, même d'honneur, je n'aurai pas la prétention de dresser ici un programme, ni même de tracer un mode d'action. J'espère que d'autres s'en chargeront qui ont encore de nombreuses années à fonctionner dans l'institution psychologie, laquelle devra d'ailleurs éclater s'il s'agit non plus de vivoter mais de se développer. Je me limiterai à énoncer quelques principes dont le contournement est responsable de l'état actuel de nos disciplines. Sans doute, pour les assumer, sera t-il nécessaire de fonder de nouvelles structures, de nouvelles sociétés, de nouvelles associations en laissant dépérir celles qui tendent au dépérissement depuis des années. Je les énonce en vrac.

- nous devons accepter l'idée que le fait d'avoir occupé des positions n'est pas un signe de valeur; la valeur doit apparaître dans l'énoncé de ce que les gens ont effectivement fait (des objectifs qu'ils ont atteints).

- la performance et même l'excellence dans l'activité de recherche, *activité primordiale sans laquelle nous ne serions rien*, doit être défendue. Mais la réussite dans l'activité de recherche ou de gestion de la recherche, pas davantage d'ailleurs que la réussite dans un secteur professionnel, ne peut être assimilée aux compétences nécessaires à la gestion des disciplines psychologiques en tant que ces disciplines impliquent des chercheurs et des laboratoires, des enseignants et des départements ou UFR, des professionnels et associations de professionnels. Ces compétences doivent reposer sur des analyses à moyen terme du devenir des sciences psychologiques (de toutes les sciences psychologiques) et de leurs possibles applications (de toutes leurs applications).

- un groupe de disciplines rassemblant des milliers personnes répertoriées devrait pouvoir éviter le cumul des fonctions dirigeantes par les mêmes personnes.

- Nous pouvons ne pas être élitistes et continuer à former de nombreux psychologues. Mais la psychologie qu'on proposait dans les années 60 à 100 étudiants ne peut être celle qu'on propose aujourd'hui à plus de 600, souvent beaucoup plus. Il faut donc rebâtir notre enseignement et considérablement le diversifier, quitte à faire appel dans un premier temps à des collègues étrangers ou à de jeunes docteurs qui auront été formés à cette fin. Il va de soi que les recrutements locaux sont de ce point de vue un cancer institutionnel.

- l'enseignement doit être conçu comme l'enseignement de disciplines diverses correspondant à des *champs divers de savoirs*. Les formations professionnalisantes de psychologues doivent être considérées comme des aboutissements de la

maîtrise par les étudiants de savoirs issus des disciplines psychologiques. On peut s'attendre

- à ce qu'il faille défendre plusieurs cursus
- à ce qu'il faille fixer ce que doit savoir et a fortiori savoir faire tel ou tel type de professionnels psychologues (il faut évidemment pour cela accepter les conflits sans psychologiser les positions minoritaires).

- Nous devons refuser tout hégémonisme et accepter la diversité de nos disciplines. Il n'y a pas, sauf dans l'idéologie, de discipline reine, ou matricielle, parmi les disciplines psychologiques. Ce n'est vrai ni de la psychanalyse, ni de la psychologie cognitive. Même la psychologie sociale ne peut prétendre à l'hégémonie métathéorique, elle qui serait pourtant la mieux placée. Nous devons, notamment, éviter les attractions contre nature. Je crois, par exemple, que les difficultés actuelles de la psychologie du développement, celle de la psychologie différentielle et de la psychologie de la personnalité, ou encore celles de la neuropsychologie clinique, tiennent à l'attraction *purement institutionnelle* (je veux dire: non épistémologique ou non paradigmatique) qu'a exercé sur ces disciplines un certain modèle du cognitivisme. A se garantir contre ce modèle, la psychologie sociale expérimentale a pu d'abord survivre, puis quelque peu se développer. Je comprends qu'elle puisse agacer la nomenclatura qui préfère les psychologues sociaux, comme me l'a récemment bonni avec une sublime candeur un nomenclaturiste fieffé, lorsqu'ils "font des entretiens" ou lorsqu'ils "batissent des questionnaires", ce qui est, n'est-ce pas Beauvois, leur vraie spécificité (dramatiquement sic).

- Ce refus d'hégémonie vaut pour l'enseignement, la pratique professionnelle et la recherche. On doit défendre la recherche dans toutes les disciplines psychologiques, *dés lors que cette recherche est évaluée* (je ne dis pas: auto-évaluée) *sur la base de standards publics, négociés et comparables*. De ce point de vue, les Sciences de la Vie ne sont qu'un cadre d'accueil possible, parmi d'autres dans lesquels nous devrions tout faire pour implanter nos équipes (sciences de l'Homme et de la société, sciences pour l'ingénieur, sciences pour la gestion...). Il va de soi qu'on ne nous attend pas avec des roses.

- Nous devons tendre à ce que toutes les disciplines psychologiques soient vivantes en France, qu'elles soient fondamentales ou finalisées. Des associations pour leur promotion et leur insertion dans les cursus devraient être créées. Un avenir pour nos professionnels niche dans des disciplines ou des problématiques qui n'existent pas encore chez nous ou qui sont toujours balbutiantes. Il y va et de la qualité des emplois futurs, de la tonicité et de la visibilité de nos recherches.

- nous devons veiller à la qualification de nos professionnels, quitte à renoncer quelques temps au principe selon lequel tous les nôtres sont excellents et défendables. Il faudrait militer pour une revalorisation du titre de psychologue (des titres de psychologues?), même si cette revalorisation doit à terme produire des professionnels indispensables à l'enseignement parce que plus compétents que leurs anciens enseignants, ce qui se constate dans la plupart des disciplines qui produisent des ingénieurs. Il faudrait par ailleurs être en mesure de proposer aux psychologues des formations continues qualifiantes.

- nous devons tout faire pour promouvoir une littérature *scientifique* et une littérature *professionnelle* d'expression française et de qualité.

- nous devons veiller à ce que nos instances soient représentatives des psychologues qui se reconnaissent *dans des projets de développement* plutôt que dans le bcbgisme et l'arrimage aux statu-quo. Nos disciplines crèvent de décisions conservatoires de couloir et d'absence de projets alternatifs. Il vaut mieux représenter, y compris devant un fonctionnaire du Ministère, 200 militants qu'un phantasme de masse sans projet (et d'ailleurs sans réalité sociologique).

- nous devons assurer une communication sociale volontariste. A cette fin, nous devrions d'abord dresser un annuaire d'experts de tel ou tel champ, de tel ou tel secteur, de tel ou tel problème, de tel ou tel concept, quitte à y insérer des étrangers (si possible francophones) là où nous n'avons formé personne. Même s'il est évident que cette liste ne peut-être imposée à qui que ce soit, ni aux employeurs, ni aux ministères, ni à la presse (il faut néanmoins savoir que certains journalistes la réclament pour préparer leurs émissions et sont dépités de ne la point trouver), nous devons la rendre publique et sa publication devrait être un événement médiatique autrement plus important que ce qu'ont été nos "Etats-Généraux". Ce sont ces experts, chercheurs ou praticiens, qui pourront ouvrir de nouvelles portes à nos futurs psychologues.

Ces quelques principes ne constituent pas, j'y insiste encore, un programme. Ils me semblent néanmoins susceptibles de susciter l'émergence de projets mobilisateurs qui restent à concevoir et dont les disciplines et pratiques psychologiques ont terriblement besoin.

Il y a toujours eu, dans l'Histoire et dans nos histoires, des pionniers qui ont tracé des sillons pointant vers de belles étoiles. Lorsque ces pionniers disparaissent, leurs enfants, ou bien disparaissent avec eux, ou poursuivent dans la direction des étoiles, ou, ce qui est hélas le plus fréquent,

se constituent en groupes de pression, puis, si ces groupes ont réussi leur coup, en momenklaturas. Ont alors disparu et les pionniers et les étoiles, ces groupes de pression se nourrissant de statu-quo. Ceux que j'ai appelé ci-dessus X ou Y ne méritent rien du respect que nous devons à ceux qui nous ont autrefois montré des étoiles, quand bien même ces étoiles ne seraient aujourd'hui que de vieilles lunes, notre regard et nos espérances devant absolument se porter ailleurs. Je connais de nombreux collègues, jeunes et moins jeunes, et même de nombreux étudiants, qui aimeraient faire des disciplines psychologiques, en matière de recherche, de pratique, d'enseignement, quelque chose qui ait de la gueule et qui soit considéré par le corps social parce qu'indispensable et, surtout, *spécifique*. Je crains qu'ils doivent pour le faire, s'ils le font, rembarquer des collègues qui ne montrent plus d'étoiles depuis belle lurette, qui n'ont rien inventé sinon notre vivotence, rien structuré sinon leur reproduction, bref qui ne méritent pas le respect que nous avons (en tout cas que j'ai personnellement) pour des Fraisse, des Noizet, des Le Ny...<sup>20</sup> Méritent-ils seulement, ces avatars, du respect? Peut-être. Je ne le dirais que si je voyais leur dossier, uniquement si je voyais leur dossier.

---

<sup>20</sup> J'ai pour ma part été élevé et nourri par des initiateurs remarquables, Georges Noizet, précisément, mais aussi Paul Juif, Claude Flament, Jean Maisonneuve, Serge Moscovici. Mais j'ai la coquetterie de penser qu'aucun n'a eu pour moi le statut de "maître". Aucun d'entre eux d'ailleurs ne me reconnaîtrait comme un "disciple"! Et c'est tant mieux.